

DIRECTION **R**ÉGIONALE DES **A**FFAIRES **C**ULTURELLES
NOUVELLE-AQUITAINE

SERVICE **R**ÉGIONAL DE L'**A**RGHÉOLOGIE

**BILAN SCIENTIFIQUE
DE LA RÉGION
NOUVELLE-AQUITAINE
2016**

MINISTÈRE DE LA CULTURE

DIRECTION GÉNÉRALE DES PATRIMOINES

SOUS-DIRECTION DE L'ARCHÉOLOGIE

DÉCEMBRE 2018

DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES

SERVICE RÉGIONAL DE L'ARCHÉOLOGIE

SITE DE BORDEAUX

54 rue Magendie - CS 41229 - 33074 Bordeaux Cedex

Tél. : 05.57.95.02.24

SITE DE LIMOGES

6 rue Haute de la Comédie - 87036 Limoges Cedex

Tél. : 05.55.45.66.40

SITE DE POITIERS

Hôtel de Rochefort - 102 Grand'Rue - 86020 Poitiers Cedex

Tél. : 05.49.36.30.35

Ce bilan scientifique a été conçu afin que soient diffusés rapidement les résultats des travaux archéologiques de terrain.

Il s'adresse tant à l'administration centrale du Ministère de la Culture (sous-direction de l'archéologie) qui, dans le cadre de la déconcentration, doit être informée des opérations réalisées en région, qu'aux membres des instances chargées du contrôle scientifique des opérations.

Il est aussi destiné à une diffusion plus large aux archéologues, aux élus, aux aménageurs et à toute personne concernée par les recherches archéologiques menées dans la région.

Les textes publiés dans la partie «Travaux et recherches archéologiques de terrain» ont été rédigés, sauf mention contraire, par les responsables des opérations. Les avis exprimés n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs. Le SRA s'est réservé le droit de réécrire ou condenser tout texte jugé trop long.

*Coordination et secrétariat d'édition : Christine Raucoule
avec la collaboration de Catherine Faure,
Frédérique Bourbon-Prince, Frédérique Juchauld-Zinsner
Bibliographie : Pascal Bordillon,
Patrice Conte, Dominique Costa,
Christine Blondet.*

*Illustrations et DAO : Jean-François Pichonneau,
Hélène Mousset, Frédérique Bourbon-Prince, Frédérique Juchauld-Zinsner
d'après les documents fournis par les auteurs.*

*Documents cartographiques : Olivier Bigot,
avec la collaboration de Myrtille Blancheton, Frédérique Juchauld-Zinsner*

*Imprimerie Lestrade
7 avenue Jean Zay
BP 79
33151 CENON CEDEX*

ISSN en cours
MINISTÈRE DE LA CULTURE

En couverture :

En haut à gauche :
Corrèze - Naves - Peuch Redon.

**Sépulture à incinération en cours de fouilles.
Cliché E. Nivez.**

En bas à gauche :
**Dordogne - Les Farges - Le Cheylard.
Superposition de différents traitements du MNT issu du relevé LiDAR réalisé par X. Muth, Helimap.**

A droite :
**La Rochelle - Parking du Gabut. Aperçu général de l'enceinte joignant la tour Saint-Nicolas.
Cliché Œil du drone.**


IMPRIM'VERT®



Table des matières

2 0 1 6

Préambule	14
Bilan, résultats notables de la recherche archéologique et perspectives	18
<i>In memoriam François Blanchet, Marc Delluc</i>	24, 25
L'Âge du Fer en Aquitaine : un bilan des opérations de 2001 à 2014	26
Carte des opérations en Nouvelle-Aquitaine	59
Présentation générale des opérations autorisées	61
CHARENTE	62
Travaux et recherches archéologiques de terrain	64
ANGOULÊME, Lunesse . . . . .	.64
ANGOULÊME, Lunesse . . . . .	.65
ANGOULÊME, Didelon et Renaudin . . . . .	.67
ANGOULÊME, Cour de l'Hôtel de Ville . . . . .	.69
ANGOULÊME, Place Gustave, Guillon . . . . .	.70
ANGOULÊME, Port l'Houmeau . . . . .	.71
ARS, Chemin des Prés . . . . .	.71
BARBEZIEUX-SAINT-HILAIRE, Château . . . . .	.74
BOURG-CHARENTE, Prospection Fleuve Charente PK 48-50 . . . . .	.77
CELLEFROUIN, Chapelle Saint Martin . . . . .	.77
CHASSENON, Les Chenevières (PCR Cassinomagus) . . . . .	.78
CHASSENON, Le Grand Villard (PCR Cassinomagus) . . . . .	.78
CHENON, Sondage Fleuve Charente . . . . .	.80
LA COURONNE, Le Grand Plantier . . . . .	.80
FLÉAC, La Gounerie - Comble Jalliou . . . . .	.80
GARAT, Les Chaumes . . . . .	.81
GURAT, Église monolithique . . . . .	.81

JARNAC, Les Grands Champs - Avenue de l'Europe . . . . .	.82
JARNAC, Les Grands Champs - Avenue de l'Europe . . . . .	.83
JARNAC, Les Grands Champs - Rue Croix Saint-Gilles . . . . .	.84
MONTIGNAC-SUR-CHARENTE, Chez Bonneau . . . . .	.84
NANTEUIL-EN-VALLÉE, Abbaye . . . . .	.85
RONSENAC, Église Saint-Jean-Baptiste - Place du Souvenir . . . . .	.87
SAINT-CYBARDEAUX, Sanctuaire antique des Bouchauds . . . . .	.87
SAINT-MAURICE-DES-LIONS, Le Bois de Labeyre . . . . .	.89
TORSAC, Les Groies . . . . .	.90

Opérations communales et intercommunales **91**

AMBÉRAC, LUXÉ et MARSAC, Prospection recherche diachronique . . . . .	.92
DEPARTEMENT DE LA CHARENTE, Prospection aérienne . . . . .	.93

CHARENTE MARITIME **94**

Travaux et recherches archéologiques de terrain **95**

ANGOULINS, Rue Gambetta . . . . .	.96
BARZAN, Le Fâ . . . . .	.96
BARZAN, Le Fâ . . . . .	.98
BARZAN, Le Fâ, La Palisse, La Garde . . . . .	.99
BARZAN, Le Trésor ZB 28 et 29 . . . . .	.101
BEURLAY, Champs Bouchet . . . . .	.102
LE BOIS-PLAGE-EN-RÉ, Route des Mille-Fleurs . . . . .	.102
CHARRON, Bel Air . . . . .	.103
CHARTUZAC, Église Saint-Vincent . . . . .	.104
LE CHAY, Route de Pompierre . . . . .	.105
CORME-ROYAL, 10 impasse Saint-Nazaire . . . . .	.106
DOMPIERRE-SUR-MER, Fief de la Garenne . . . . .	.106
FONTAINES-D'OZILLAC, Ch. Grières, Pl. Bibliothèque & Mairie . . . . .	.107
LONGÈVES, Les Grands Champs . . . . .	.109
LUSSANT, Le Bourg . . . . .	.110
MURON, Rue du prieuré . . . . .	.110
PONS, 12 cours Jules Ferry . . . . .	.111
LA ROCHELLE, Couvent des Augustins . . . . .	.112
LA ROCHELLE, Square Valin . . . . .	.114
LA ROCHELLE, 5, rue Admyrault . . . . .	.116
LA ROCHELLE, 206-214 rue Carnot . . . . .	.117
LA ROCHELLE, Le Gabut, Ville en Bois . . . . .	.117
LA ROCHELLE, 4 Impasse Tout-y-Faut . . . . .	.118
LA ROCHELLE, 30 avenue des Cordeliers . . . . .	.120
LA ROCHELLE, Parking du Gabut . . . . .	.124
LA ROCHELLE, Quai Meyer . . . . .	.126
ROYAN, Rue de la Glacière, Les Chevreuils . . . . .	.128
SAINT-AGNANT, La Queue de l'Oiseau, phase 1 . . . . .	.128
SAINT-JEAN-D'ANGELY, 22-24 rue de la Grosse Horloge . . . . .	.128
SAINT-LAURENT-DE-LA-PRÉE, Chemin de la Paleine . . . . .	.129
SAINT-LAURENT-DE-LA-PRÉE, Route Impériale . . . . .	.130
SAINT-PALAIS-SUR-MER, 34, rue de l'Église . . . . .	.135
SAINT-SATURNIN-DU-BOIS, Le Bourg Nord . . . . .	.136
SAINT-SAVINIEN, Fleuve Charente, Butte des Anglées . . . . .	.137
SAINT-SORNIN, Tour de Broue . . . . .	.140
SAINTES, 19 cours Paul Doumer . . . . .	.141
SAINTES, 6 Rue Albin Delage . . . . .	.142
SAINTES, Rue Chantecaille - les Charriers . . . . .	.143

SAINTES, 6 rue Grelaud	143
SAINTES, Ancien Hôpital Saint-Louis	143
SAINTES, 25 cours Genêt	145
SAINTES, 25 cours Genêt	145
SAINTES, 12 cours Paul Doumer	148
SAINTES, 12 cours Paul Doumer	150
SURGÈRES, Rues Barrabin et rue de la Binetterie	150
SURGÈRES, Rue de la Chapelle	151
THÉNAC, 23 rue du théâtre romain	152
TONNAY-CHARENTE, Rue Pierre Berne	154
TORXÉ, Rivière Boutonne entre Tonnay Boutonne et Torxé	154
VERGEROUX, Rue de la Tublerie, Chie-Loup	154
YVES, Réserve naturelle du Marais	154
YVES, Rue du 18 juin 1940	155

Opérations communales et intercommunales 156

AIGREFEUILLE-D AUNIS, FORGES et LE THOU, Contournement Puydrouard	156
SAINTES et FONTCOUVERTE, Épave n°2 de Courbiac	156
TAILLEBOURG – PORT-D' ENVAUX, Fleuve Charente PK 34	158
Charente-Maritime, Les ports oubliés du marais de Brouage	159

CORRÈZE 160

Travaux et recherches archéologiques de terrain 161

BRIVE-LA-GAILLARDE, Grotte Bouyssonie	162
BRIVE-LA-GAILLARDE, Rue Champollion	163
BRIVE-LA-GAILLARDE, 31 rue Massénat et rue Blaise Raynal	164
CHAMEYRAT, Lotissement communal Le Bourg	166
CUREMONTE, Eglise Saint-Hilaire-la-Combe	166
DONZENAC, Rond	167
ESTIVALS, Eglise Saint-Barthélémy	169
MALEMORT-SUR-CORRÈZE, La Ménéte	170
NAVES, Peuch Redon	170
NAVES, Tintignac	172
NONARDS, Chauffour ZA	172
PUY D'ARNAC, La Cafouillère	173
SAINT-FRÉJOUX, La Grange	174
SAINT-PRIEST-DE-GIMEL, La Montane sud	176
TARNAC, Eglise	176
TREIGNAC, Eglise Notre-Dame des Bancs et place Marc Sangnier	177
USSEL, Route de Clermont	178

Opérations communales et intercommunales 180

BRIVE-LA-GAILLARDE, SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE, Aérodrome	181
CHAMBOULIVE, ESPARTIGNAC, SAINT-JAL, SAINT-SALVADOUR,	181
SEILHAC, VIGEOIS, Prospections diachroniques	181
LATRONCHE ET SOURZAC	182
MONCEAUX-SUR-DORDOGNE, ARGENTAT-SUR-DORDOGNE, Le Puy-du-Tour	183
NEUVIC, ROCHE-LE-PEYROUX, SERANDON, Prospection diachronique	186
UZERCHE, ESPARTIGNAC, SAIINT-JAL, SEILHAC, Puy des Fourches	187

MARSAC-SUR-L'ISLE, Saltgourde	231
MAUZENS-ET-MIREMONT, Château de Miremont	231
MONTAGRIER, Le Bourg	232
MONTIGNAC, La Balutie	234
MONTIGNAC, Le Regourdou	234
MONTIGNAC, Saint Pierre	236
MONTPON-MENESTEROL, Voie verte Vallée de l'Isle - Les Termes	236
PERIGUEUX, Impasse Andre Saigne	238
PERIGUEUX, Puy Saint-Front	239
PERIGUEUX, Réseau Gaz	241
PRESSIGNAC-VICQ, Beausserie	241
LA ROQUE-GAGEAC, La grotte Maldidier	242
ROUFFIGNAC-SAINT-CERNIN-DE-REILHAC, Grotte de Rouffignac	242
SAINT-AMAND-DE-COLY, Enclos monastique	245
SAINT-CIRQ, Grotte de Saint-Cirq dit du Sorcier	247
SAINT-LEON-SUR-VEZERE, La Rochette	249
SAINT-LEON-SUR-VEZERE, Le Moustier	249
SAINT-LEON-SUR-VEZERE, Sous le Roc	250
SAINT-MEDARD-DE-MUSSIDAN, Les Manieux	251
SAINT-SULPICE-DE-ROUMAGNAC, Le Donzac	251
SAINT-VINCENT-DE-COSSE, Monrecours	252
SAINT-VINCENT-SUR-L'ISLE, Les Grands Bois	254
SAVIGNAC-DE-MIREMONT, Grotte de La Ferrassie	255
SOURZAC, Les Pierres Ouest	257
TEYJAT, Le Bourg	257
THENON, Fontaine des Bissareaux	258
THONAC, Maillol	258
LA TOUR-BLANCHE, Jovelle	259

Opérations communales et intercommunales 260

AUBAS, AURIAC-DU-PERIGORD, LES FARGES,	261
MONTIGNAC, Plaine du Chambon	266
AGONAC, BIRAS, CHAMPCEVINEL, CHATEAU-L'EVEQUE,	266
CONDAT-SUR-TRINCOU, CORNILLE, EYVIRAT, EYZERAC,	266
LA CHAPELLE-FAUCHER, LEMPZOURS, LIGUEUX, NEGRONDES,	266
SAINT-FRONT-D'ALEMPS, SAINT-PIERRE-DE-COLE, SENCENAC-PUY-	266
DE-FOURCHES, SORGES, VAUNAC, Prospection-diachronique	266
des campagnes au nord de Périgueux	266
BOULAZAC, ISLE-MANOIRE, PERIGUEUX	266
Aqueducs romains et réseaux d'eau de Vesunna	266
BOUZIC, CASTELNAUD-LA-CHAPELLE, DAGLAN, SAINT-CYBRANET,	267
Peuplement préhistorique de la moyenne vallée du Céou	267
Poterie dans la Moyenne vallée de l'Isle	267
Vallée de la Dronne (Le Triangle Lisle-Saint-Pardoux-la-Rivière-Thiviers)	268

GIRONDE 270

Travaux et recherches archéologiques de terrain 271

AILLAS, Place de l'Eglise	272
ANDERNOS-LES-BAINS, Port du Betey	272
ARCACHON, Esplanade Georges Pompidou	273
AUDENGE, Rue René Dumont	275
AUDENGE, Rue René Dumont	275

AUDENGE, 27 rue du Moulin	275
AUDENGE, 12 avenue du Bas Vallon	275
BEYCHAC-ET-CAILLAU, Chemin de Bertin et Route Jean Massot	276
BORDEAUX, Secteur Deschamps	276
BORDEAUX, 26-128 rue Fondaudège/119-121 rue du Docteur Albert Barraud	277
BORDEAUX, Rue Emile-Fourcand	278
BORDEAUX, Place Gambetta	278
BORDEAUX, 33 rue Paul-Louis Lande	279
BORDEAUX, 45 rue Leyteire/32 rue du Mirail	280
BORDEAUX, Place André Meunier	281
BORDEAUX, Place Pressencé	282
BORDEAUX, Rue d'Welles - Place Renaudel	283
CARBON-BLANC, Ilot Thérèse	285
CARIGNAN-DE-BORDEAUX, Pontet - Bouchon de Robert	285
CAVIGNAC, Papon	286
LE FIEU, Vignes du Juge	286
FLAUJAGUES, Gaberot	287
GIRONDE-SUR-DROPT, Eglise Notre-Dame	287
HURE, Gaberot	288
LEGE-CAP-FERRET, Rue des Grèbes	288
LIBOURNE, 23 rue Jean-Jaurès	291
MARCHEPRIME, Croix d'Hins	291
MERIGNAC, Avenue de l'Alouette	291
MERIGNAC, 345 avenue Aristide Briand - Le Pontic	292
MERIGNAC, 361 avenue Aristide Briand - "Au Pas de l'Âne	292
MERIGNAC, 25 Place Charles de Gaulle	293
MIOS, Rue de l'Abreuvoir	293
MIOS, Rue de l'Abreuvoir - La Gare nord	293
MONSEGUR, Neujon	294
PESSAC, 8 voie romaine	294
PINEUILH, Bologne	294
LA REOLE, "La Grande Ecole" - 27/29 rue André Bénac	295
LA REOLE, 44 rue Gambetta	297
SADIRAC, Farizeau nord	298
SADIRAC, Blayet	299
SADIRAC, Le Ruzat	300
SAINT-AUBIN-DE-MEDOC, Au Cerisier	300
SAINT-EMILION, 6-8 rue Guadet	301
SAINT-EMILION, Le Presbytère - 6 rue de l'Abbé Bergey	301
SAINT-EMILION, 26 rue de la Grande Fontaine	303
SAINT-EMILION, La Madeleine	305
SAUVETERRE-DE-GUYENNE, Rue Louis de Beauvallon	307
TAURIAC, Eglise	309
LA TESTE-DE-BUCH, 3 rue du Baou	309
LA TESTE-DE-BUCH, Parcelle Galliéni	309
LA TESTE-DE-BUCH, Plage de la Lagune	310
LA TESTE-DE-BUCH, 3 rue Gilbert Sore	313
VILLANDRAUT, Le Château	314

Opération communale et intercommunale 315

COUTRAS, Canton de Coutras	315
--------------------------------------	-----

Travaux et recherches archéologiques de terrain 317

AIRE-SUR-L'ADOUR, Eglise Sainte-Quitterie	318
BISCARROSSE, Canalisation Gazoduc	319
DAX, Cours Julia Augusta	319
DAX, Rue Aygue Rouye	320
DAX, Rue Camille Bouvet	320
DAX, Broy de Haut	321
DAX, Place Hector Serres	321
GOUTS, L'église	323
MAZEROLLES, Beaussiet	323
MEES, Laustes route d'Ardy	323
MONSEGUR, Lande d'Agès	324
MONSEGUR, Las Tuttet et Tres Cassourets	324
NARROSSE, 20 route de Lacrouts	325
SANGUINET, Le Lac	325
SAUBRIGUES, Route de Beaulieu, Rue des Ecoles	326
SORDE-L'ABBAYE, La Grange aux Dîmes	326
SORDE-L'ABBAYE, Grand Pastou	327
TERCIS-LES-BAINS, Avenue de l'Aiguille	329

Opérations communales et intercommunales 330

ONDRES-SAINT-GEOURS-DE-MAREMNE, A63	331
TERCIS-LES-BAINS/ OEYRELUY, Cassiède, Lassalle, Paloumet	331

Travaux et recherches archéologiques de terrain 335

AGNAC, Le Bourg	336
AIGUILLON, Centre-ville	337
AIGUILLON, A Misère Phase 3b	338
AIGUILLON, Plaine de Lalanne	338
BOE, Pièces de la Queyne	339
CAUMONT-SUR-GARONNE, Eglise Saint-Martin	339
ESTILLAC, Bordeneuve	340
ESTILLAC, Mestre Marty II	341
LE MAS-D'AGENAIS, Eglise Saint-Vincent et Place du Marché	341
MIRAMONT-DE-GUYENNE, Beffery	342
MONTPEZAT, Bonnefont-Lacaze	343
PUJOLS, Bosq	343
SAINTE-COLOMBE-DE-VILLENEUVE, Barlète	343
SAINTE-COLOMBE-DE-VILLENEUVE, Bel Air Bas I	344
SAINTE-COLOMBE-DE-VILLENEUVE, Bel Air Bas II	345
SAINTE-COLOMBE-EN-BRUILHOIS, Champs du Midi est	346
SAINTE-COLOMBE-EN-BRUILHOIS, Métalé	346
SAUVETERRE-LA-LEMANCE, Carrière de Camp des Peyres	348
SERIGNAC-SUR-GARONNE, Eglise Notre-Dame	348
TONNEINS, Gardès	349
VILLENEUVE-SUR-LOT, Eysses	351
VILLENEUVE-SUR-LOT, Rue de Rauli Las Treilles Bas	353

Opérations communales et intercommunales 354

CASTELLA, MONBALEN, SAINT-ANTOINE-DE-FICALBA, RN 21	355
Nord Ouest agenais, Voies romaines, Voies d'Agen à Massels	355

PYRENEES-ATLANTIQUES 356

Travaux et recherches archéologiques de terrain 357

ARTIX, Rue du 144e Régiment d'Infanterie	358
BANCA, Col de Mehatze	359
BARDOS, Voie communale n°10, lieu-dit Aguerre	361
BARDOS, Voie communale n°10, lieu-dit Miremont	361
BAYONNE, 3 rue Passemillon	361
BAYONNE, Place Pereire, Place de la République	364
BAYONNE, Rues Jacques Lafitte, de Ravignan et Frédéric Bastiat	364
BAYONNE, Camp de Prats	366
BAYONNE, 19 rue Vieille Boucherie	367
BERGOUHEY-VIELLENAVE, Carrière de Darre Larrecot	367
CAME, Zone d'activités des Hauts de la Bidouze	368
ESTERENCUBY, Source salée d'Ugarre	368
GAROS, Chemin de Roudge	369
GOES, Villa de Borderouge	369
JUXUE, Larramendia	370
LARRAU, Estives - Sites pastoraux d'altitude	372
LESCAR, 7 rue du Parvis	372
LESCAR, 11 rue du Bialé	372
LESCAR, Cami Salié	374
MIOSENS-LANUSSE, 2 route Saint Jacques	374
OLORON-SAINTE-MARIE, 17 rue Centulle	374
ORTHEZ, Place Saint-Pierre	375
OSSERAIN-RIVAREYTE, La Taillade	377
PAU, Chemin Salié	379
PAU, Extension du Stade du Hameau	379
SAINT-MICHEL, Château Pignon	380
SAINT-MICHEL, Massif d'Urkulu	381
SAINTE-COLOME, Grotte Tastet	384
SALIES-DE-BEARN, Avenue des Pyrénées	385
SAUVAGNON, 18 rue Béarn	387

Opérations communales et intercommunales 388

AHAXE-ALCIETTE-BASCASSAN, MENDIVE, Structures dolméniques	389
et territoires dans les Pyrénées nord-occidentales	389
ISTURITZ/SAINT-MARTIN-D'ARBEROUE, Les grottes ornées	390
de la colline de Gaztelu : Isturitz-Oxocelhaya	390

DEUX-SÈVRES 392

Travaux et recherches archéologiques de terrain 393

CHICHÉ, Prieuré de la Poraire	394
COMBRAND, Prospection inventaire dans le Bocage Bressuirais	394

ÉCHIRÉ, Château du Coudray-Salbart, Tour de Bois-Berthier	395
LOUZY, Le Château	396
MAULÉON, Le Tail	396
MAULÉON, Saint-Aubin-de-Baubigné, Les Vaux	397
MELLE, Inventaire des caves	398
PARTHENAY, Bassins d'assainissement	399
PÉRIGNÉ, Ferme éolienne	400
ROM, Lais	400
SAINT-MAIXENT-L'ÉCOLE, Cloître de l'abbaye, Tr. 1	401
SAINT-MAIXENT-L'ÉCOLE, Cloître de l'abbaye, Tr. 2	401

Opération communale et intercommunale 403

LOUZY, SAINT-LÉGER-DE-MONTBRUN et THOUARS, Parc éolien	403
--	-----

VIENNE 404

Travaux et recherches archéologiques de terrain 405

ANTIGNY, Grotte du Taillis des Coteaux	406
BRUX, Rues de la Poste et du Général Rivaud	407
BUXEROLLES, Rue Hippolyte Véron, Clos Saint-Jacques	407
CHALAIS, Briande, Les Terres Noires	407
CHALAIS, Briande, Les Terres Noires	408
CHARROUX, Église abbatiale	409
CHÂTEAU-LARCHER, Pont de la Couture	410
CHÂTELLERAULT, 23-25 Grand'rue de Châteauneuf, 7-11 Place de Belgique	410
CHÂTELLERAULT, 18, rue Gaudeau-Lerpinière, 15 rue du Château	412
CIVAUX, Place de Gomelange	415
CIVAUX, Route de la Croche	416
FONTAINE-LE-COMTE, 17 rue de l'Abbaye, Maison Bonnet	417
INGRANDES-SUR-VIENNE, Lotissement du Lac	418
LOUDUN, Avenue de la Gare	418
MONTAMISÉ, Quartier du jeu	419
MONTMORILLON, Rue des Augustins, Maison Dieu	419
MONTS-SUR-GUESNES, Château	421
MONTS-SUR-GUESNES, Le bourg	424
MOUSSAC-SUR-VIENNE, Le Bourg, extension du cimetière communal	424
NAINTRÉ, 10 rue de Laumont, ZI de Naurais Bachaud	425
NAINTRE, Les Berthons	425
NEUVILLE-DE-POITOU, Furigny, rue de Cissé	426
NEUVILLE-DE-POITOU, Le bourg, rue Victor Hugo	426
POITIERS, 11 rue du Plat d'Étain	427
POITIERS, 44 rue Carnot	428
POITIERS, Entre les rues de l'Université et Savatier	428
POITIERS, Île Tison	429
POITIERS, Rue Roche d'Argent, musée Sainte-Croix	429
POITIERS, ZAC Aliénor d'Aquitaine	429
POITIERS, 7 rue Saint Nicolas	430
POITIERS, Boulevard Chasseigne	431
POITIERS, 27-29 rue Cloche Perse	432
POITIERS, 72 rue Gambetta	434
POITIERS, 86 rue de la Pierre levée	434
POITIERS, rue du Pré l'Abesse	435
POITIERS, Voie Malraux, rue des Feuillants	436
POITIERS, 4bis rue Bourcani	436
POITIERS, Le Clain	438

PORT-DE-PILES, Remise du Quart, carrière de Bois de Sapin	441
ROUILLÉ, Les Champs Carrés	442
SAINT-BENOIT, Rues Paul Gauvin et de l'abbé Chopin	442
SAINT-GEORGES-LÈS-BAILLARGEAUX, La Gratteigne	443
SAINT-PIERRE-DE-MAILLÉ, Pied Griffé	444
SANXAY, 18, Grand Rue	445
SANXAY, Site gallo-romain	447
SAVIGNY-LÉVESCAULT, La Tête à Germain, la Vallée Fillas	447
SCORBÉ-CLAIRVAUX, Place Étienne Chérade de Montbron	447
SMARVES, Rue de la Roche Saint-Félix	448
VOUILLÉ, Le Coquet	449
VOUNEUIL-SOUS-BIARD, Domaine de Beauvoir	449

Opération communale et intercommunale 450

Département de la Vienne, Canton de Lussac-les-Châteaux	451
---	-----

HAUTE-VIENNE 452

Travaux et recherches archéologiques de terrain 453

AMBAZAC, Monthély	454
BERNEUIL, Place de l'Eglise Saint-Cessateur, Place du Relais	455
BUSSIÈRE-GALANT, Le Pinsaud	456
CHAMPNÈTERY, Jean-Guillaume Tricard	457
CHÂTEAU-CHERVIX, Le Pré d'Avant Clédier	457
CHATEAUPONSAC, La Combe	458
CHEISSOUX, Centre-bourg	458
LES CARS, Ecuries du Château	459
LIMOGES, 97-101 avenue Baudin	461
LIMOGES, Landouge	462
LIMOGES, Place de la République et rues adjacentes	462
LIMOGES, Place de la République	463
LIMOGES, Place Manigne et rue des Petites Pousses	467
LIMOGES, 14 place Manigne et 5/7 rue des Petites Pousses	468
LIMOGES, Centre-ville	470
LIMOGES, Rivière La Vienne	471
LIMOGES, 29 rue de la Roche au Gô	471
RAZÈS, Eglise Sainte-Glorieuse	472
ROCHECHOUART, Centre-ville	473
SAINT-AMAND-LE-PETIT, Tras-Rieux	475
SAINT-GENCE, 2 bis rue de la Chatre Plane	476
SAINT-GENCE, allée des Ribières	476
SAINT-GENCE, lotissement La Gagnerie, lots 18 et 45	477
SAINT-MAURICE-LES-BROUSSES, Le Vieux Saint-Maurice	479
SAINT-SYLVESTRE, Abbaye de Grandmont	479
SAINT-SYLVESTRE, Les Sauvages	483
SAINT-YRIEIX-SOUS-AIXE, Eglise	484
VAULRY, Le Repaire	485

Opérations interdépartementales 487

47/24 - Voies romaines Agen – Périgueux : section Dordogne - Périgueux	488
33/40 - Les campagnes antiques de l'Aquitaine centrale de la fin de l'Âge du Fer	490
à l'Antiquité tardive : forme de l'habitat rural et dynamique du peuplement	490
19/23/87 - Monuments antiques en grand appareil de granite	490

PROJETS COLLECTIFS DE RECHERCHE 491

16 - CHASSENON - <i>Cassinomagus</i>	491
17 - Dynamiques d'occupation et d'exploitation du sel	494
dans les golfes charentais, du Néolithique à l'Âge du Fer	494
17 - Les marais charentais du Moyen Âge et à l'époque moderne	496
17 - SAINTES, Limites et Périphéries de Saintes antique	497
17 - SAINT-CEZAIRE, La Roche à Pierrot	498
17 - LA ROCHELLE - Les céramiques de raffinages dans les ports atlantiques :	500
interactions économiques en métropole et avec les Antilles	500
entre le XVIe et le XIXe siècle	500
19 - Habitat rural antique de la moyenne montagne corrézienne	502
24 - CAMPAGNE - Archéologie des sites ornés de Dordogne :	504
cadre conceptuel, potentiels et réalité	504
24 - LE BUISSON-DE-CADOUIN, Grotte de Cussac	507
24 - Peuplements et cultures à la fin du Tardiglaciaire	510
dans le nord du Périgord, entre Dronne et Tardoire	510
24/47 - Le Laborien en Aquitaine : Bourdeilles - Le Change (24)/	512
Blanquefort-sur-Briollance-Penne d'Agenais (47)	512
47 - TRENTELS, L'ensemble solutréo-badegoulien de la grotte de Cassegros	514
79 - MELLE, Paléoméallurgie expérimentale	516
86 - JAUNAY-CLAN, Deux sépultures de la fin de l'Antiquité	517
86 - POITIERS, Aqueducs antiques de Poitiers	518
86 - SCORBE-CLAIRVAUX, Le Haut-Clairvaux	520
Nouvelles recherches sur les habitats fortifiés protohistoriques	521
entre Garonne et Pyrénées	521
Réseau de lithothèques en Nouvelle-Aquitaine	523
16/79/86 - Monumentalisme et territoires au Néolithique entre Loire et Charente	524

Bibliographie 528

Personnel du service régional de l'archéologie 542

Index 544

Index des auteurs et collaborateurs de notice	544
Index des sites et des communes	547

■ **Le bilan scientifique régional 2016 : Une ligne éditoriale à réinventer**

Ce bilan scientifique régional 2016 est le premier de la région nouvellement créée, issue de la Réforme Territoriale de l'État (RTE) : la Nouvelle-Aquitaine. Cette région dite « fusionnée » a d'ailleurs acquis son nom définitif au cours de cette même année, par validation du Conseil d'État le 13 septembre 2016, après s'être transitoirement appelée Aquitaine – Limousin – Poitou-Charentes (ALPC).

Cet ouvrage est donc le fruit d'une première collaboration entre les trois équipes du SRA présentes sur chacune des capitales des trois anciennes régions : Bordeaux, Limoges, Poitiers, et témoigne de l'activité de ce large territoire en matière d'Archéologie.

Des choix éditoriaux nouveaux ont dû être effectués : quelles modalités de représentations cartographiques choisir face à un territoire représentant plus d'un huitième de la France et aux difficultés de représentations spatiales issues du format A4 imposé ? Quels choix d'ordre pour la présentation des territoires ? Quelles normes retenir pour la bibliographie ? Comment trouver l'expression synthétique d'une liste des personnels où les missions sont sur chacun des trois sites mais aussi transversales, tout en préservant la lisibilité de l'action sur les territoires et celle des spécialités thématiques et scientifiques ? Etc.

On peut alors considérer que l'histoire du « montage » de ce BSR est une illustration des complexités qui nous défient au quotidien, où beaucoup de choses sont à inventer dans « un contexte changeant ».

Espérons alors que le présent volume répondra à son but essentiel : témoigner de ces données nouvelles de la recherche archéologique, issues d'un territoire aux contextes divers, les diffuser rapidement pour la plus parfaite connaissance de tous les acteurs de l'Archéologie sur le territoire national, et des responsables politiques et administratifs de la région ou au-delà. Car telle est bien la vocation *in fine* de ce BSR, comme souligné par ailleurs par le volume édité en fin

de cette même année 2016 de la **Programmation nationale de la Recherche Archéologique** : « favoriser l'accès aux résultats de la recherche pour soutenir la réflexion collective et permettre des travaux de synthèse grâce aux outils de signalement que sont les bilans scientifiques régionaux (BSR) ».

■ **2016 : Une année lourde de changements pour tous les personnels du SRA**

Sans rentrer dans des détails bien trop complexes, il semble tout de même utile, dans le sens où cela a pu conditionner la réalisation des opérations archéologiques, de décrire quelque peu les lourds changements vécus par le **nouvellement créé SRA Nouvelle-Aquitaine, qui reste placé sous l'autorité d'un conservateur régional de l'archéologie.**

Cette réforme fût rapide, et dès le début de l'année 2016, la nouvelle structuration de la DRAC conduisait d'une part au maintien des équipes du SRA sur sites, en réponse à la logique exigence de proximité des territoires, mais aussi, d'autre part, à **l'intégration de ce service au sein du Pôle Patrimoines et Architecture**, place sous l'autorité d'une directrice de l'administration territoriale de l'État (Mme C. Zvenigorodsky).

Sur chacun des trois sites de la DRAC, des postes de conservateurs régionaux de l'archéologie adjoints furent donc ouverts pour assurer le pilotage de la politique archéologique sur le territoire des anciennes régions et l'encadrement des équipes sur place. Les affectations sur ces sites ne furent pas synchrones ni immédiates. Ainsi :

- à Bordeaux, le CRA-adjoint, M. Gérald Migeon, Conservateur en chef du Patrimoine est arrivé au 1er juillet 2016 ; la CRA assumant de fait pendant six mois une double fonction ;

- à Limoges, la CRA-adjointe, Mme Hélène Mousset, Conservateur en chef du Patrimoine, est arrivée au 1er juin 2016, et c'est M. Patrice Conte, Ingénieur d'études, qui a assuré l'intérim de CRA-adjoint sur les six premiers mois de l'année, toujours lourds en charge

de travail puisqu'il s'agit de lancer la programmation des opérations de recherche ;

- à Poitiers, l'intérim en début d'année jusqu'au 1er avril a été assuré par M. Thierry Bonin, Conservateur en chef du Patrimoine, précédent CRA de la région Poitou-Charentes, puis par M. Didier Delhoume, conservateur en chef du Patrimoine, jusqu'au 1er septembre avant son départ sur le poste de CRA dans « l'autre grande région fusionnée Occitanie », et a été alors confié à Mme Héloïse Bricchi-Duhem, Conservatrice du Patrimoine, quelques petits mois à peine après sa prise de fonction à la sortie de l'INP, et ce jusqu'à l'arrivée de Mme Gwenaëlle Marchet-Legendre, Conservatrice du Patrimoine, actuelle CRA-adjointe depuis la fin du premier trimestre 2017.

La seule énumération qui précède témoigne à elle-seule, des difficultés vécues en conséquence par chacun pour faire face à ces changements de repères.

Cette année 2016 a été aussi celle **d'autres renouvellements des acteurs du SRA** :

- à Bordeaux : le poste d'ingénieur d'études qui était vacant depuis 2015 a été pourvu au 1er septembre par l'arrivée de M. Raphaël Gestreau, en provenance du SRA – site de Limoges (où un poste vacant est donc apparu) ; de même la création d'un échelon d'hierarchie supplémentaire « CRA grande région » comme il était alors appelé communément, a entraîné la vacance d'un poste de conservateur du Patrimoine.

De surcroît, à Limoges, Mme Nathalie Blondet, technicienne de recherche qui assurait principalement la gestion financière du SRA et le BSR, a quitté ses fonctions pour l'UDAP de la Haute-Vienne, à l'automne 2016, remplacée au tout début de l'année 2017, par M. Rodolphe Brière, technicien des Services culturels et Bâtiments de France, en provenance de la Conservation régionale des Monuments Historiques.

A Poitiers, c'est Mme Audrey Maingaud, Conservatrice du Patrimoine qui a quitté le SRA au 1er septembre (remplacée par l'affectation en sortie concours précédemment mentionnée).

En complément, sont à souligner aussi des transferts de personnels sur site affectés dès le début de l'année au SRA, à Poitiers, suite à des réorganisations décidées en fin d'année 2015 par cohérence avec le reste de la région : Mme Patricia Decoux, adjointe administrative, en charge de la gestion des procédures financières (précédemment affectée au secrétariat général de la DRAC pour les mêmes missions), Mme Christine Blondet, secrétaire administrative, en charge du centre de documentation (précédemment affectée au secrétariat général de la DRAC pour les mêmes missions).

A noter qu'à Bordeaux, ces missions de documentation restent en revanche attachées au secrétariat général.

Ainsi les mouvements de personnels ont été constants et répétés tout au long de l'année 2016 et la liste des personnels qui figure en fin de volume livre, parce qu'il fallait faire le choix d'un « temps T. », l'organisation du service au 1er janvier 2017.

Certes, la longue énumération qui précède est sans doute quelque peu rébarbative, et, c'est bien compréhensible, le lecteur aura sans doute un peu de mal à y trouver un réel intérêt.

Toutefois, il semblait important de fixer dans le temps, ici, à l'occasion de ce BSR, tous ces changements.

Pourquoi ? D'une part parce que cela est aussi l'occasion de remercier largement tous ceux qui dans ce nouvel SRA, en dépit des lourdes difficultés vécues et ressenties, ont assumé leurs missions, ou celles d'un niveau supérieur sur les longues périodes d'intérim, avec le plus grand professionnalisme, et faisant preuve de la plus grande responsabilité, afin de permettre au rôle scientifique, administratif, régalién de l'État en matière d'archéologie de continuer de s'exercer.

D'autre part, parce que ces mouvements de personnels ont souvent réorienté un partage des missions et d'affectations en matière de suivi des secteurs géographiques et qu'il n'a peut-être pas été simple pour nos partenaires et interlocuteurs, dont certains pourront ici nous lire, à l'INRAP, dans les services agréés des collectivités territoriales, dans les sociétés privées agréées, parmi les responsables élus ou administratifs en Nouvelle-Aquitaine, et pour beaucoup de citoyens, de comprendre cette pluralité d'interlocuteurs du SRA. Les mois étant passés, qu'ils puissent ici trouver une voie d'explications ...

■ **2016 : Une année de mutation dans la législation de l'Archéologie en France**

A côté d'autres dispositions, intéressant la création artistique, sa diffusion, ou d'autres secteurs du Patrimoine, la loi n 2016-925 du 7 juillet 2016, relative à la **liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine, dite « loi LCAP »** a introduit des modifications substantielles dans le rôle de l'État et donc de ses services déconcentrés que sont les SRA, en matière d'Archéologie.

Ainsi, à côté de modifications de certains délais de procédures d'archéologie préventive, la loi prévoit en plusieurs de ses articles, une meilleure reconnaissance du **rôle des services de collectivités territoriales**, tant dans l'exploitation scientifique des résultats de la recherche, que par le biais de conventions avec le MC statuant sur leur « habilitation en matière d'archéologie » et non plus d'« agrément en matière d'archéologie préventive », termes utilisés seulement pour les sociétés privées. Cela n'est pas un simple changement sémantique mais confère au contraire aux collectivités qui font le

choix de créer, de pérenniser et soutenir un service en archéologie de s'emparer de manière plus large de ce champ de compétence, au-delà de l'exercice des missions d'archéologie préventive, en matière de carte archéologique, de gestions des biens archéologiques mobiliers, de valorisation, notamment.

D'autre part, un des changements majeurs introduits par la loi est celui relevant d'un **renforcement des modalités de contrôle de l'État, en amont et en aval du contrat de fouilles préventives** : le SRA est ainsi amené à se prononcer avant la signature du contrat de fouilles entre l'aménageur et l'opérateur, sur la validité de la totalité des offres recevables à l'issue de la consultation : procédure dite « d'analyse des offres », fixée par arrêté dès la fin de l'été 2016, et autorisant sa mise en application de manière transitoire en attendant du décret n°2017-925 d'application de la loi qui surviendra lui le 9 mai 2017. Conformément aux possibilités offertes, le SRA Nouvelle-Aquitaine a fait le choix de mettre en place dès l'automne 2016 cet exercice, afin de pouvoir s'approprier ce dispositif nouveau avant sa mise en œuvre réglementée.

Cela a généré un lourd investissement des équipes du service, car tout était à inventer, en matière de travail scientifique d'analyse, de formulations administratives de la décision, de modèles de courriers de réponse à créer.

Dans cette région nouvellement fusionnée cela s'est donc aussi doublé d'une nécessaire homogénéisation des pratiques, tant pour ce qui concerne cet examen des offres, qu'en amont, sur la chaîne opératoire de l'archéologie préventive, pour ce qui relève de la rédaction des cahiers des charges scientifiques de fouilles préventives (qualifications et descriptions des attendus scientifiques et techniques).

Des réunions plénières du SRA N-A et un groupe de travail spécifique ont alors été l'occasion de travailler sur cette homogénéisation nécessaire du degré d'exigence des cahiers des charges ; de même les analyses des offres sont partagées afin de répondre aux attendus de ce nouvel exercice, très mobilisateur en temps de travail.

D'autres dispositions nouvelles de la loi « LCAP » viennent encadrer et renforcer le contrôle scientifique de l'État tout au long de l'opération, en phase terrain, en phase étude et jusqu'à la remise du rapport d'opération, notamment en matière de sous-traitance, de prestation, de conditions d'emploi du responsable d'opération.

Il faut alors considérer que ce renforcement législatif et réglementaire des moyens de contrôle de l'État, en matière de fouilles préventives, est destiné à favoriser la bonne exécution de ses prescriptions, au regard du contrat conclu, dans l'intérêt de l'aménageur et dans une ambition plus générale de régulation du marché des fouilles préventives. L'objectif plus large encore est d'obtenir une qualité scientifique rehaussée de l'étude archéologique en contexte préventif.

Enfin, et ce n'est pas là une disposition mineure, la loi LCAP unifie le régime juridique des biens archéologiques : elle accorde **aux biens archéologiques mobiliers une présomption de propriété de l'État** et ce pour les biens découverts sur les terrains ayant changé de propriétaire après l'entrée en vigueur de la loi.

Ce dispositif est d'application immédiate mais la loi ne disposant que pour l'avenir, après mutation de propriété, une période de transition va perdurer sur plusieurs années, dans un contexte de situations variables.

Ces situations diverses devront donner lieu au cours des prochaines années à un examen au cas par cas, nécessairement complexe, permettant de statuer efficacement sur le régime de propriété des vestiges. Le but d'intérêt général poursuivi est bien celui *in fine*, de l'unicité du statut de propriété des vestiges archéologiques.

Afin de répondre à ces dispositions nouvelles qui place dorénavant l'État comme premier responsable de la propriété, de la gestion et de la conservation des biens archéologiques mobiliers, les SRA, et donc celui de Nouvelle-Aquitaine, doivent absorber les situations issues d'un passif souvent lourd et préparer l'avenir en matière d'inventaires, de lieux de conservation, de partenariats à créer, etc. L'enjeu est donc majeur.

Par ailleurs, les **dispositions pénales** sont également renforcées notamment celles liées aux actions de détérioration, dégradation ou destruction qui concernent l'ensemble du patrimoine archéologique, et non plus, au contraire de la restriction apportée par la loi de 2008 aux sites archéologiques en cours d'étude. En parallèle à la loi LCAP, le **code de l'urbanisme** est également modifié dans son article L 421-6 relatif aux permis de démolir, lesquels peuvent être à présent refusés s'ils portent atteinte au patrimoine archéologique bâti ou non bâti.

■ **2016 : Le défi de la nécessaire évolution de l'approche archéologique et scientifique du territoire**

Dès la fin de l'année 2015, une première rencontre des trois SRA des anciennes régions avait été organisée, d'une part afin de permettre une prise de contact entre tous les personnels amenés à l'avenir à travailler ensemble, et d'autre part afin d'échanger sur les pratiques, les territoires, les enjeux de recherche. Une autre réunion s'est ensuite mise en place au début de l'année 2016 afin de susciter un mouvement lié à la nécessaire évolution de l'exercice des missions dans le cadre de la nouvelle région.

Les enjeux scientifiques sont importants et plusieurs groupes de travail ont été créés sur les axes définis comme opportuns, au regard des spécificités de l'activité régionale et du potentiel archéologique et patrimonial en présence.

A l'issue de la première année, et compte-tenu des lourdes modifications réglementaires décrites précédemment, tout n'a pas pu être engagé mais nous pouvons déjà acter :

1) l'existence d'une coordination relative à l'archéologie subaquatique, placée sous la responsabilité de M. Jean-François Mariotti, destinée à étendre sur le territoire régional l'expérience acquise et développée depuis des années en Poitou-Charentes. Cela s'est concrétisé notamment par la mise en place des procédures hyperbares à l'échelle régionale, dans le respect des préconisations du droit du travail, de la médecine de prévention, et du DRASSM. Par ailleurs, compte-tenu des difficultés en matière de gestion des dossiers relatifs aux travaux concernant la continuité écologique des cours d'eau, l'apport de cette expertise a permis d'initier une uniformité des pratiques à l'échelle de tout le SRA.

2) la question particulière des grottes ornées et de leur double enjeu, en terme de recherche et de conservation, a également été traité en groupe de travail permettant de lancer des objectifs partagés à plus long terme, lesquels viseront en premier lieu à dresser un état des lieux des sites : niveau de protection réglementaire, physique, inventaire des travaux de recherches les concernant et identification des ressources documentaires disponibles. Ce long travail ne pourra se finaliser que sur les années à venir.

3) la problématique de la carte archéologique et de l'établissement des zones de présomptions de prescription archéologique a aussi été prise à la mesure de son importance et, au cours de cette année 2016, a donné lieu à un constat faisant apparaître très nettement des différences fondamentales entre les trois anciennes régions : nombre de ces zones, répartition sur le territoire, modalités de mise en œuvre (seuils, ou pas, documents cartographiques associés, etc.). Ce premier diagnostic a permis de conclure à la nécessaire mise en place d'une stratégie régionale entièrement refondée en matière de création de ZPPA.

4) la coordination des questions liées aux biens archéologiques mobiliers et au schéma régional des CCE, à faire évoluer dans le cadre de ce nouveau périmètre régional, a aussi été confiée en cette « année 1 » de la réforme à Mme Christine Redien-Lairé et plusieurs réunions d'échanges et de réflexions ont eu lieu en 2016.

La loi LCAP et ses nouvelles dispositions en matière de propriété des biens archéologiques mobiliers n'a fait que renforcer l'importance de ce travail par la suite et la fin de l'année 2016 s'est donc marquée par la mise en place d'une programmation spécifique pour les années 2017 et suivantes.

D'autres groupes de travail initiés en début d'année 2016, sur les questions d'archéologie en forêt, de travaux archéologiques sur Monuments Historiques, par exemple, ont été freinés, soit du fait de l'arrivée d'autres documents-cadres qu'il conviendra de mettre en application à l'avenir (rapport d'inspection sur l'archéologie et Monuments Historiques par exemple), soit par la nécessité de mettre rapidement en œuvre un travail collectif répondant aux exigences des nouvelles dispositions législatives relatives à l'archéologie préventive (*cf. supra*).

D'autre part, la programmation régionale de la recherche archéologique en 2016 reste, et cela est parfaitement logique, le résultat de la programmation initiée en 2015 par les trois anciennes régions et donc aucun axe transversal nouveau n'y apparaît.

Enfin, venant contribuer sans doute à la nécessaire relance de la recherche sur cette période, le travail de synthèse sur la Protohistoire en Aquitaine réalisée par Célia Prost, stagiaire au SRA en 2016 dans le cadre de la formation initiale des conservateurs du patrimoine, est publiée dans ce volume. Le bilan qu'il dresse servira de base à une évolution des stratégies de prescription et à un choix plus étayé des problématiques de recherches à venir pour cette période.

Parvenir plus globalement à cette mise en place d'une nouvelle programmation régionale en lien avec les orientations de la programmation nationale reste donc, sur le plan des orientations scientifiques des actions du SRA Nouvelle-Aquitaine, le défi essentiel des années à venir.

Fourment Nathalie,
Conservatrice régionale de
l'archéologie Nouvelle-Aquitaine

NOUVELLE-AQUITAINE **BILAN SCIENTIFIQUE**

Bilan, résultats notables de la recherche archéologique et perspectives

2 0 1 6

Dans la suite logique de l'exposé qui précède en préambule, sont présentés ici de manière synthétique les principaux résultats des recherches archéologiques préventives et programmées sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine en 2016.

L'ordre de présentation retenu reprend donc, pour les raisons déjà exprimées, celui des périmètres des trois anciennes régions.

■ **Site de Bordeaux, par Gérald Migeon**

L'activité archéologique sur l'ancienne région Aquitaine a été en hausse nette : 1552 dossiers ayant été instruits en archéologie préventive par les agents du service régional de l'archéologie (1241 en 2015). Les prescriptions de diagnostics ont été au nombre de 125 et celle des fouilles préventives au nombre de 51 ; on constate que les modifications de projet suivant la prescription de fouilles ou parfois en amont sont de plus en plus fréquentes, permettant ainsi une préservation des vestiges archéologiques.

Toutes catégories d'opérations confondues (sondages, fouilles, relevés d'art rupestre, relevés d'archéologie du bâti, projet collectif de recherche, prospections thématiques ou inventaire, aide à la préparation de publication), 73 autorisations d'opérations programmées ont été délivrées.

L'Entre-deux-Mers, l'agglomération bordelaise et le bassin d'Arcachon ont été l'objet de nombreux diagnostics et de fouilles importantes en archéologie préventive.

Ainsi, le centre d'archéologie préventive de Bordeaux Métropole, créé en 2013 réalise la plupart des opérations archéologiques de l'agglomération bordelaise. Il est intervenu, en particulier, sur la place André Meunier à Bordeaux pour y pratiquer des fouilles préalables au réaménagement paysager du parc. À Saint Aubin-de-Médoc, la fouille préventive a permis un apport majeur sur la connaissance de l'implantation humaine durant la fin du Néolithique, l'Âge du Bronze et le Haut-Empire, dans un secteur peu étudié par l'archéologie. À La Teste-de-Buch, plusieurs opérations ont permis d'améliorer la connaissance de l'installation

humaine dans ce secteur côtier depuis l'Âge du Bronze et des sondages sur la plage de La Lagune ont également mis au jour un paléosol avec des niveaux néolithiques, passablement érodés par la mer.

Les sites protohistoriques et antiques de Villeneuve-sur-Lot, d'Aiguillon et d'Agen ont connu de nouvelles études en archéologie préventive. Les diagnostics et fouilles préparant les aménagements de centres-bourgs comme à Aiguillon, Sainte-Colombe-de-Villeneuve ou Agnac, mettent au jour les occupations antiques, médiévales et modernes.

Sur l'emprise de la future Technopole Agen-Garonne, au lieu-dit Métalé, de nombreux indices archéologiques ont été identifiés datés de l'époque protohistorique au Moyen Âge.

A Bayonne, Pau, Lescaur, Salies-de-Béarn et Orthez, les opérations d'archéologie préventive améliorent de manière continue la connaissance de l'évolution de ces villes, occupées souvent depuis l'Antiquité, voire la Protohistoire ou le Néolithique.

Ainsi, en synthèse de cette présentation de l'activité préventive, il faut souligner que l'archéologie médiévale se développe beaucoup et peut acquérir de nouvelles données grâce à une prise en compte des suivis d'aménagement de centres-villes et de bourgs, des restaurations de châteaux, monastères et autres édifices protégés ou non au titre des Monuments historiques.

En matière de recherche archéologique programmée, est à souligner la part prédominante des opérations relatives au Paléolithique en Dordogne et dans les Pyrénées, correspondant souvent à des reprises d'études sur des sites majeurs ou éponymes.

Ainsi, le dynamisme de la recherche en Préhistoire et l'importance des données à traiter permettent et induisent la mise en place de projets collectifs de recherches (PCR) de grande qualité, dont les membres étudient sous d'autres angles, les collections, les stratigraphies anciennes en vue de réévaluer les sites ; pour mémoire : « Archéologie des sites ornés de Dordogne : cadre conceptuel, potentiels et réalité », « Le Laborien en Aquitaine », « Trentels : L'ensemble solutréo-badegoulien de la grotte Cassegros »,

« Grotte de Cussac », « Peuplements et cultures à la fin du Tardiglaciaire dans le nord du Périgord, entre Dronne et Tardoire », « Réseau de lithothèques en Nouvelle Aquitaine ».

De plus, d'autres études de sites paléolithiques apportent des données complémentaires à une meilleure connaissance du Paléolithique renommé de la Dordogne comme celles menées dans les grottes du Mammouth à Domme, de Combarelles I aux Eyzies, de Rouffignac, du Sorcier à Saint-Cirq. Au Fourneau du Diable à Bourdeilles, dans les grottes de Combe Grenal à Domme, à la Balutie et au Régourdou à Montignac, dans la grotte Maldidier à Roche-Gageac, au Moustier et à la Rochette, à Saint-Léon-sur-Vézère, à La Ferrassie à Savignac-de-Miremont. Les études géomorphologiques, technologiques et lithiques renouvellent aussi notre vision de la Préhistoire. Parmi les opérations réalisées par les archéologues du service départemental de la Dordogne, nous choisirons celle de la « grotte de Jovelle » à La Tour blanche, qui recouvre un ensemble patrimonial complexe.

Par ailleurs, les sites préhistoriques d'Isturitz et de la grotte Tastet à Sainte-Colome, continuent d'être étudiés par des équipes pluri-disciplinaires.

Les périodes néolithiques, protohistoriques et antiques témoignent d'une activité plus faible. Toutefois, après deux années de préparation (documentation mise à plat, prospections...), un PCR sur les « Structures dolméniques et territoires dans les Pyrénées nord-occidentales (vallée de Mendive, en Aquitaine, et plateau de Ger en Occitanie) » sera présenté en 2017 par cette jeune et dynamique équipe. De même le PCR appelé Fortipolis, initié en cette année 2016, a pour but de relancer les recherches sur un des aspects les plus spectaculaires de la Protohistoire régionale : l'habitat fortifié. Il porte concrètement sur le sud des régions Occitanie et Nouvelle-Aquitaine ; le champ chronologique retenu correspond à l'Âge du Bronze et à l'Âge du Fer. Par ailleurs, deux jeunes chercheurs en Dordogne et dans les Pyrénées ont aussi lancé des programmes prometteurs pour les périodes néolithique et de l'Âge du Bronze.

L'archéologie antique gallo-romaine est active dans quelques rares sites : Eysses et Montignac-Chambon. Ainsi, sur le site d'Eysses, à Villeneuve-sur-Lot, s'est déroulée la dernière campagne de fouille sur le grand sanctuaire. L'évolution de ce secteur a pu ainsi être précisée. Une publication est en préparation.

L'archéologie médiévale connaît actuellement un nouveau dynamisme et intéresse des catégories différentes de sites : mottes castrales (Osserain, La Taillade), maison forte de Laramendia à Juxue, châteaux (Villandraut, Domme, Saint-Michel-Pignon), castrum (Miremont), églises ou monastères (Saint-Amand-de-Coly, Montagrier, Saint-Émilion, Gironde-sur-Dropt, Monségur, Caumont-sur-Garonne, Sérignac-sur-Garonne), d'espaces funéraires (La Madeleine à Saint-Émilion). Ainsi, à Gironde-sur-Dropt,

dans l'église Notre-Dame, la campagne 2016 visait à affiner la première évaluation sur l'église, amorcée en 2011 en espérant dater l'origine supposée carolingienne du chevet à sept pans. A cette fin, des prélèvements de mortier et de sol ont été effectués pour des datations OSL monograin dans le cadre du projet Région ModAq (P. Guibert).

A Monségur, deux sondages ont été réalisés sur le site de l'ancienne église Saint-Félix de Neujon, au sud-ouest de la bastide de Monségur, dans le cadre d'une thèse de doctorat sur l'implantation des premières églises en Aquitaine (Christelle Ehrhardt).

Citons également deux études réalisées par des étudiantes d'Ausonius (université Bordeaux-Montaigne). A Caumont, l'église a fait l'objet de deux campagnes de sondages en 2015 et 2016 dans le cadre d'une thèse de doctorat sur les modalités d'implantation des églises au cours du Haut Moyen Âge (projet LaScArBx « Mémoires d'églises ») ; cette nouvelle intervention a permis de confirmer la présence sous l'église actuelle Saint-Martin d'un bâtiment vinicole antique qui semblerait plutôt tardif d'après le mobilier mis au jour. Celui-ci est ensuite réinvesti par une nécropole du Haut Moyen-Âge représentée principalement par des sarcophages.

A Sérignac-sur-Garonne, l'église Notre-Dame pourrait présenter, comme celle de Gironde-sur-Dropt, un chevet antérieur à l'an mil, ce qui est exceptionnel dans l'espace aquitain. C'est l'opportunité d'un mémoire de Master 2 en Histoire de l'art médiéval (Laurence Dumaine-Lévesque) qui a permis d'effectuer en février 2016 une courte campagne de sondages et d'étude du bâti.

A Saint-Émilion, à La Madeleine, la troisième campagne de fouille menée sur le plateau de la Madeleine poursuit les investigations au sein de l'espace quadrangulaire. Vingt nouvelles sépultures ont été mises au jour portant dorénavant à 142 le nombre de sépultures référencées. La découverte d'ossements encore en position primaire sur les traverses d'un caveau pourrissoir est exceptionnelle et ouvre des perspectives d'études exceptionnelles.

Sur le site des Grands Bois, à Saint-Vincent-sur-L'Isle, l'opération de 2016 constitue la quatrième et dernière campagne de fouilles programmées. Les quatorze ferriers de réduction directe du minerai de fer et zones d'extraction sondés témoignent de la pratique de la réduction de manière continue entre la seconde moitié du XIIIe et le début XVe siècle.

En archéologie subaquatique, soulignons les programmes en cours ou débutant dans le lac de Sanguinet, sur l'Adour à Dax et à Hinx dans les Landes, la découverte d'une galupe.

Les sondages dans les sites miniers antiques de Méhatzé à Banca (64), médiévales des Grands Bois à Saint-Vincent-sur-L'Isle (24) et les études du haut-fourneau de Forge Neuve (24) attestent d'un

intérêt croissant pour l'archéologie et le patrimoine minier et industriel.

Ainsi, à Javerlhac et La Chapelle-Saint Robert, le propriétaire du site de Forge Neuve, voudrait valoriser le double haut-fourneau réputé pour avoir fait partie des sites exploités par le Marquis de Montalembert et avoir fourni des canons à la Marine Royale pendant la seconde moitié du XVIII^e siècle. Des recherches documentaires préliminaires ont été menées par les associations CPIE de Varaignes, « Fer-Feu-Forges » d'Etouars et « La Route des tonneaux et des canons ».

Enfin, l'archéologie englobant aussi les périodes contemporaines, mettons en exergue deux opérations qui amènent à s'interroger sur la place à donner aux vestiges de la Seconde Guerre mondiale qui ne se limitent pas qu'au Mur de l'Atlantique. La première, à Arcachon, place Georges Pompidou, la fouille systématique du blockhaus Ar. 4101 a révélé une construction hors norme. Concernant le même type de vestiges, à Lège-Cap Ferret, une fouille d'archéologie préventive, rue des Grèbes, fait suite à la démolition d'un blockhaus appartenant au point d'appui n°37 dit de Bélisaire (Ar37).

Sans distinguer archéologie préventive et programmée, les secteurs les plus actifs demeurent donc les mêmes : vallées du département de la Dordogne, vallées du Lot, de la Garonne, de l'Adour et des Gaves des Pyrénées, en ajoutant le bassin d'Arcachon et l'agglomération bordelaise.

Par ailleurs, la sous-direction de l'archéologie ayant annoncé pour 2017 un grand programme de mise en place des chantiers de collection, le service régional de l'archéologie sur le site de Bordeaux a pris l'initiative de mettre en place un premier chantier des collections à Coulounieix-Chamiers (dépôt partagé avec le service départemental de la Dordogne).

■ **Site de Limoges, par Hélène Mousset**

L'année 2016 présente dans les trois départements du Limousin une activité très légèrement supérieure à la moyenne avec 75 opérations (moyenne de 69 sur les quatre années précédentes). On note une légère baisse des opérations préventives : 37 diagnostics et quatre fouilles (contre une cinquantaine de diagnostics et six à huit fouilles sur les quatre ans antérieurs). L'augmentation globale de l'activité en 2016 est donc imputable à la hausse des opérations programmées. Parmi ces dernières, les fouilles demeurent stables, mais les plus petites opérations, prospections et sondages, sont plus nombreuses. Il s'agit d'un signe encourageant, puisque, après une baisse progressive et régulière des prospections – inquiétante pour la carte archéologique –, on relève une légère reprise,

en particulier des prospections thématiques. Deux interventions ont été réalisées par le service suite à des déclarations de découvertes fortuites : un site protohistorique a été fouillé à Châteauponsac et une occupation rurale médiévale a été explorée à Saint-Amand-le-Petit.

Si l'on observe l'activité par départements, on note une relative montée de la Creuse depuis quelques années. L'activité des deux autres départements est plus conjoncturelle, avec une baisse circonstancielle de la Corrèze et une reprise de la Haute-Vienne après un net fléchissement sur les années antérieures. Plusieurs opérations programmées ont lieu dans des secteurs ruraux, voire de moyenne montagne. Au total, en cumulant opérations préventives et programmées, l'activité archéologique est donc assez bien répartie géographiquement sur l'ensemble du territoire.

En revanche, la répartition est très inégale du point de vue de la chronologie. Une importante fouille programmée est menée en Préhistoire sur le site de Bouyssonnie, sous la direction d'un enseignant chercheur de l'Université de Rennes, sur les niveaux du Paléolithique moyen. Quatre opérations ont été réalisées pour les périodes néolithique et protohistorique ; parmi celles-ci une fouille préventive a eu lieu dans l'agglomération gauloise de Saint-Gence, au nord-ouest de Limoges. Huit opérations concernent la période antique, dont quatre recherches programmées. Enfin, toutes les autres opérations non diachroniques relèvent des époques médiévale et moderne, soit plus de 50 % du total. Parmi ce lot important, on observe une très forte proportion d'opérations sur des églises et/ou centre-bourgs, dont un des enjeux scientifiques récurrent est l'installation de la paroisse et de son édifice de culte entouré du cimetière. Ce sont 17 opérations présentant ce contexte, soit plus de 20 % des opérations, dont trois fouilles programmées. Malgré cette apparente homogénéité, les résultats sont très variés : ces investigations permettent d'obtenir des informations sur la construction de l'édifice (par exemple à Treignac), sur une occupation antique antérieure (à Berneuil ou Moutier-Rozeille), de repérer des murs liés à un prieuré détruit (à Estivals), de recueillir des données sur les sépultures des cimetières paroissiaux presque dans tous les cas.

Parmi les opérations importantes, il convient de rappeler que 2016 est la deuxième et dernière année de fouille programmée sur l'abbaye Saint-Martial, place de la République, à Limoges. Elle a donné lieu à une ouverture sur l'emplacement de la salle capitulaire et à des relevés et compléments sur l'abbatiale. Les résultats sont la découverte d'un grand fossé au sud-est, d'une stèle antique en remblai, de l'extérieur de la crypte Saint-Martial, de blocs de mausolées antiques, d'enduits peints du Haut Moyen Âge... On retiendra surtout la mise en évidence d'une église antérieure à l'abbatiale romane du XI^e siècle, nouvelle

étape d'une occupation de longue durée, de l'Antiquité à la Révolution.

Une autre opération à signaler est le PCR sur l'habitat antique dans la moyenne montagne limousine, qui, après trois années de recherches, a montré l'importance de l'occupation gallo-romaine dans ce secteur considéré a priori et à tort comme répulsif, ainsi que certaines spécificités qui seront à appréhender dans le cadre d'un nouveau programme de recherche à venir.

En 2016, le nombre d'opérations urbaines est relativement peu important. La connaissance de Limoges a été abondée, outre la fouille déjà signalée de Saint-Martial, par une fouille préventive sur un secteur intra-muros au Moyen Âge et par une prospection menée sur les cavités nombreuses, imbriquées et superposées du centre-ville. Une première opération a été réalisée à Rochechouart, dans le cadre d'un grand réaménagement urbain ; cette première tranche a été suivie en 2017 d'un deuxième diagnostic et d'une fouille sur une partie de l'emprise globale, suite aux résultats obtenus en 2016. Une fouille préventive à Brive-la-Gaillarde a fourni l'occasion d'explorer un quartier central occupé depuis l'Antiquité. La ville de La Souterraine a également fait l'objet d'investigations près de l'église.

Deux opérations de prospection/sondage ont été menées en milieu subaquatique. L'une a permis de renseigner un pont sur la Vienne et ses abords. L'autre a consisté en relevés et datation d'une vanne dans un des nombreux étangs du Limousin, démontrant une création du milieu du Moyen Âge, plus ancienne que ce qui était jusque-là supposé, et même sans doute antérieure à l'installation des moines de l'abbaye de Grandmont à qui ce système hydraulique complexe était attribué.

Plusieurs opérations sont des chantiers écoles pour des universités : la fouille paléolithique de Brive-la-Gaillarde en Préhistoire pour l'université de Rennes, celle de Moutier-Rozeille en anthropologie pour Dijon, et celle de l'abbaye mère de l'ordre de Grandmont en archéologie médiévale pour Amiens. Par ailleurs, tous les chantiers de fouilles programmées accueillent des étudiants issus de diverses universités, participant également à leur formation.

Du point de vue de la valorisation de sites archéologiques, deux chantiers sont en 2016 au stade de l'étude. Après plusieurs campagnes de fouilles programmées, le site du prieuré de l'ordre du Saint-Sépulchre à Lavinadière (Soudaine-Lavinadière) a fait l'objet d'une étude pour une mise en valeur. En vue de préparer un parcours de visite avec des panneaux explicatifs, une étude comprenant prospections et sondages a été mise en place sur le village castral abandonné de Carbonnières, étude portée par la commune de Gouilles (19) et qui s'achèvera en 2017.

■ Site de Poitiers, par Gwenaëlle Marchet-Legendre

L'activité a été dense durant l'année 2016, confirmant l'essor territorial et économique des départements picto-charentais.

Ainsi, pour ce qui relève des données chiffrées du service en matière d'archéologie préventive, 2601 dossiers de saisines ont été reçus, témoignant d'une augmentation de plus de 6 % par rapport à l'année précédente. En conséquence, 144 arrêtés de diagnostics ont été prescrits et 27 arrêtés préfectoraux de prescriptions de fouilles préventives ont été mis en œuvre. Ce chiffre des prescriptions de fouilles dans son rapport au nombre de diagnostics réalisés par exemple, est en baisse, témoignant par-là du nombre croissant du nombre de projet modifiés afin de permettre la préservation des vestiges archéologiques *in situ*.

Dans le domaine de l'archéologie programmée, 2016 a généré une importante émulation pour deux PCR : celui porté par Vincent Ard sur les mégalithes (période néolithique, prenant place au sein d'une ANR) et celui dirigé par Nicolas Prouteau sur le château du Haut-Clairvaux (période médiévale). Ces deux programmes ont véritablement pris leur essor en 2016 avec une extension des fenêtres d'étude sur le Loudunais pour le premier et sur d'autres édifices médiévaux de la Vienne pour le second. Ils soulignent aussi l'importance de ces programmes de recherche pour les territoires concernés : fort d'actions de médiation, de valorisation des résultats, s'appuyant sur des réseaux de professionnels et de bénévoles, ces programmes ont été fortement soutenus par les collectivités territoriales impliquées. Le Service Régional de l'archéologie ne peut également que souligner l'importance de leur rôle dans la formation au terrain des étudiants en archéologie.

Dans les Deux Sèvres, les expérimentations métallurgiques menées par F. Teyregeol à Melle soulignent la place de l'expérimentation dans la compréhension des gestes techniques en archéologie de la métallurgie. Cette dernière opération dure depuis plus de dix ans et, outre son grand intérêt scientifique, se déroule en public sur un terrain mis à disposition de la municipalité. Preuve, s'il en faut, que les archéologues ont à cœur les valeurs de transmission au public et font, aussi, de l'Education Artistique et Culturelle sans même le savoir.

L'émulation de ces PCR peut aussi être soulignée pour les synergies et convergences d'intérêts patrimoniaux qu'ils suscitent. Dans ce domaine, le programme d'études sur les marais charentais, dirigé par E. Normand et A. Champagne est exemplaire : outre le rassemblement d'un panel important de spécialistes des études paléoenvironnementales, il a su fédérer autour de sa problématique des

écomusées, des collectivités chargées de mettre en valeur un patrimoine devenu presque immatériel, des professionnels chargés de mettre en exergue la dimension hautement patrimoniale de nos paysages et écosystèmes.

La spécialisation du SRA, site de Poitiers, dans les questions liées à l'archéologie subaquatique continue de se confirmer, notamment par son soutien à des opérations de recherches programmées dirigées par des chercheurs confirmés mais également par de jeunes doctorants. Nous pourrions, en outre, citer la deuxième campagne de fouille menée par Morgane Cayre, mêlant archéologie terrestre et archéologie en milieu humide et aquatique, sur le quai antique des Berthons à Naintré. C'est en 2016 qu'elle pose la question d'un quai qui se prolonge jusqu'à un îlot. Elle met également en évidence l'architecture du quai (caisson et ordre de construction). Enfin, les datations confirment bien une construction au tout début du I^{er} siècle de notre ère avec un fonctionnement pendant au moins un siècle.

Enfin, les opérations de référence, notamment dans le domaine de l'archéologie du bâti, se sont poursuivies, à l'exemple de l'opération de Nanteuil-en-Vallée, dirigée par P. Bouvard (Hadès) et de celle de Ch. Belliard (Ville de Poitiers) sur l'amphithéâtre de Poitiers. En plus d'avoir permis une ré-étude des vestiges du monument (avec relevé lasergrammétrique), cette dernière opération est devenue un véritable tremplin à un projet de mise en valeur d'envergure. Les Poitevins ont redécouvert ce monument emblématique de la ville antique et se le sont réappropriés.

Dans le domaine de l'archéologie préventive, nous pourrions retenir l'opération menée par Paul Butaud (Eveha) à Châtellerauld (86) sur l'ancienne aile orientale du château, pour laquelle l'étude du bâti couplée à une étude documentaire a considérablement renouvelé les données sur cet édifice. Toujours dans la Vienne, le diagnostic archéologique mené par Philippe Calmettes (Inrap) sur la Maison-Dieu à Montmorillon a permis de mettre en évidence le potentiel archéologique exceptionnel du site. En Charente Maritime, les deux fouilles réalisées à La Rochelle (parking du Gabut et 30 avenue des Cordeliers) ont confirmé l'exceptionnel patrimoine médiéval et moderne de cette ville, permettant également de mettre en œuvre un véritable travail collégial entre les services patrimoniaux de la DRAC et les services chargés de la rénovation urbaine de la ville de La Rochelle.

Ce comité de pilotage, désormais institué, permet ainsi une bonne implication des procédures de l'archéologie préventive, des résultats scientifiques, au sein des projets urbains, surtout en cœur de ville. A Saintes, au 25 cours Genêt, la découverte de fours de potiers en excellent état de conservation est assez

spectaculaire et remet en perspective les origines de la ville antique, ces fours étant datés de la période Laténienne. Cette opération souligne à nouveau l'exceptionnel potentiel scientifique en matière de recherche archéologique de l'antique *Mediolanum Santonum*. Enfin, il est à signaler le diagnostic réalisé par l'Inrap sur le projet d'extension d'un golf à Saint Laurent de la Prée (17), notable par la densité de sites et de la période couverte (Paléolithique au Moyen-Âge), et par ses résultats qui recoupent les problématiques du PCR consacré à l'exploitation du sel aux époques néolithiques et protohistoriques (dir. V. Mathé).

■ **Perspectives, par Nathalie Fourment**

La présentation, par ancienne région, qui précède témoigne du dynamisme fort de la recherche archéologique dans cette région, notamment en raison de la présence de plusieurs pôles universitaires, de services agréés de collectivités territoriales (et donc à termes habilités) et de la présence également du siège ou des agences de plusieurs sociétés agréés.

Toutefois, la première année de la réforme territoriale de l'État a aussi été l'occasion de constater de forts déséquilibres dans ce dynamisme : sur le plan des chronologies, de la nature des opérations, du rattachement scientifique des porteurs d'opérations, de l'ampleur des opérations.

En conséquence, les axes de recherches tels que présentés dans la programmation nationale de la recherche archéologique ne présentent pas tous un même degré de développement. Cela est en partie logique puisque la cause peut résider aussi dans le réel potentiel en présence sur les différents secteurs de la région ; mais ces premières impressions méritent d'être affinées par une analyse plus minutieuse.

C'est de cette réelle mise en perspective de la recherche archéologique à cette grande échelle régionale, de ses acquis, de ses limites, de ses opportunités que pourra naître et se développer un meilleur partage de la programmation régionale voire un renouvellement des programmes.

D'autre part, les déséquilibres sont forts aussi en ce qui concerne les moyens d'assurer la prise en charge de cette responsabilité accrue en matière de biens archéologiques mobiliers (pas de structure de conservation sur le territoire de Limoges par exemple). Cette question, en raison de son poids désormais important dans les missions du service, devra faire l'objet d'un lourd investissement, selon deux axes :

- résorption d'un passif existant en matière de normes d'inventaires, de conditionnements, de diagnostics de conservation préventive des biens archéologiques mobiliers ;

- création et coordination de structures de conservation (CCE, dépôts) en lien avec les partenaires institutionnels, etc.).

Cela est indispensable puisque ces biens archéologiques mobiliers doivent être accessibles à la recherche et s'inscrire réellement dans une dynamique de renouvellement des connaissances des sites dont ils proviennent, au regard de problématiques nouvelles, par exemple. Leur rôle est aussi fondamental dans des perspectives de formation.

Par ailleurs, la valorisation publique des résultats de la recherche archéologique, ses apports en termes de connaissances des sociétés du passé, l'intérêt que cela peut présenter pour nos sociétés contemporaines sur le plan éducatif, culturel, sociétal est aussi à prendre à la mesure de son importance.

Bon nombre d'opérations de médiation portées par des tiers, (association, collectivités territoriales, etc.) sont soutenues sur le plan du partage de compétences, de connaissances et financièrement par le SRA et ses agents.

Le rôle de ces actions de médiation est essentiel mais souvent trop méconnu à l'extérieur des lieux où elles existent. Un effort visant à leur meilleure lisibilité permettra un profitable partage d'expériences et un renouvellement des projets.

En conséquence : les nouveaux dispositifs législatifs et règlementaires à appliquer, l'importance de la mise en oeuvre de stratégies nouvelles (notamment en termes de recherche archéologique préventive ou programmée) sur ce territoire nouveau, la prise en charge ambitieuse de cette difficile question des biens archéologiques mobiliers et la nécessaire transmission des savoirs de l'archéologie sont les attentes fortes auxquelles le SRA Nouvelle-Aquitaine doit désormais répondre. Il ne pourra alors le faire que dans un contexte stabilisé, les conditions favorables à l'exercice de ses missions pourront être pleinement acquises.

NOUVELLE-AQUITAINE SCIENTIFIQUE

In memoriam François Blanchet 2016

François, notre collègue, est décédé le 8 mars 2018 des suites d'une vilaine maladie qu'il a combattue durant plusieurs mois.

Originaire de Charente-Maritime, passionné d'archéologie, dès son adolescence, il prospecte en compagnie de son frère Jacques et découvre de nombreux sites préhistoriques de surface.

A partir de janvier 1988, technicien sur le site gallo-romain de Sanxay dans la Vienne, il s'installe dans ce secteur du Poitou et continue à prospecter à la recherche de sites épipaléolithique et mésolithique, périodes qu'il affectionne plus particulièrement.

En janvier 1996, il intègre la DRAC Poitou-Charentes en tant que technicien de recherche au service régional de l'archéologie.

Au cours des années 2005-2007, il réalise des fouilles sur le site azilien et mésolithique des Prises sur la commune de Brizambourg en Charente-Maritime, site qu'il avait découvert lors de ses prospections.

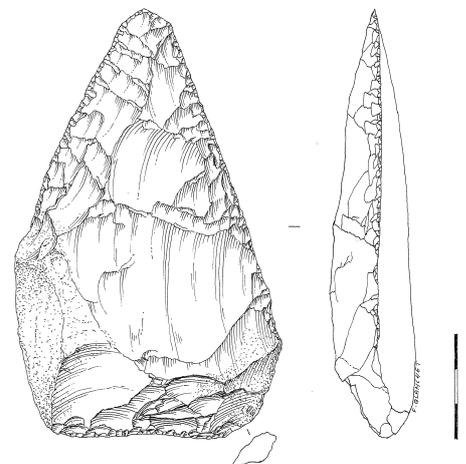
Au sein du service, tant dans les fonctions de soutien à l'organisation d'opérations archéologiques que dans les interventions d'urgence, François mettait ses compétences au service de tous avec toujours beaucoup d'empathie et de gentillesse.

Ses talents de dessinateur et sa patience pour restituer au mieux la technologie des outils en silex étaient reconnus au sein de la profession et il était souvent sollicité pour sa contribution à des publications scientifiques.

François manquera à toute l'équipe du SRA de Poitiers, et, bien au-delà, à l'ensemble des archéologues de Poitou-Charentes.



Ses collègues



Vienne - La Gaud - Jazeneuil.
Dessin de François Blanchet, février 2001

NOUVELLE-AQUITAINE SCIENTIFIQUE

BILAN

In memoriam Marc Delluc 2 0 1 6



Spéléologue, découvreur et inventeur de la grotte ornée et sépulcrale gravettienne de Cussac (Le Buisson-de-Cadoux, Dordogne)

Marc Delluc, est décédé brutalement le dimanche 3 décembre 2017 à l'âge de soixante ans. Il était depuis quelques mois seulement en retraite de son métier de cuisinier au Ministère des Armées et avait des projets d'explorations spéléologiques à venir plein la tête... Cette page lui est dédiée car l'histoire qui le lie au Ministère de la Culture et à la DRAC est forte.

En septembre 2000, Marc Delluc a découvert, dans la vallée du Bélingou, une cavité qui s'est révélée être exceptionnelle avec des gravures et des vestiges humains, déposés dans des bauges à ours, il y a plus de 28 000 ans. Là, lui et ses collègues spéléo ont fait preuve d'une grande prudence, dans leur découverte, en n'utilisant qu'une bande étroite de cheminement. Ce geste, si simple, fût essentiel, parce qu'il a permis de préserver au mieux les traces de fréquentation de ces hommes du Gravettien.

Le deuxième geste fût d'informer sur sa découverte, très vite, en l'occurrence, Norbert Aujoulat alors Ingénieur au Centre National de la Préhistoire à Périgueux. Cela aussi est important, déclarer sa découverte, afin qu'elle puisse être parfaitement prise en charge.

Le troisième geste, fût de ne pas souhaiter que la grotte porte son nom, préférant ainsi se conformer à une véritable « tradition spéléo » qui veut que les grottes découvertes portent le nom du lieu. Ce geste, empreint de modestie et d'humilité, donne justement à Marc Delluc toute sa grandeur. Et donc, comme « grotte ornée de la Truffière », ça ne « sonnait pas terrible », ce fut Cussac.

Ainsi, préhistoriens, archéologues, spéléologues, agents du Ministère de la Culture et plus spécifiquement de la DRAC Nouvelle-Aquitaine et tous nos concitoyens, devons beaucoup à Marc Delluc, dans la façon dont Cussac EST Cussac.

Car l'histoire de Cussac est une histoire singulière, au regard d'autres grottes ornées même celles

récemment découvertes. Singulière et assez nouvelle par la façon partagée dont nous en occupons, et jusqu'alors Marc Delluc avec nous, entre recherche et conservation. Et cette originalité démarre ainsi dès les premiers instants de la découverte.

Depuis 2009, Marc Delluc était membre de l'équipe de recherche et, toujours disponible, travaillait chaque année avec nous, lors de la campagne annuelle de terrain ; sa connaissance et son regard de spéléologue sur ce milieu souterrain fréquenté par les hommes du passé et sa connaissance experte de la grotte, faisaient de lui un collègue de recherche essentiel.

Ses collègues actuels ou passés du Ministère de la Culture, car oui, il était notre collègue à tous, en cette grotte, et les membres de l'équipe de recherche au premier rang desquels Jacques Jaubert, Professeur de Préhistoire à l'Université de Bordeaux, responsable de cette opération de PCR, sont profondément affectés, comme tous ceux qui ont eu la chance de le rencontrer.

Alors, aujourd'hui la moindre des choses que nous puissions faire, nous et nos successeurs, qui avons la possibilité, la chance, mais aussi la responsabilité d'étudier, mieux connaître, tenter de comprendre, protéger et faire connaître cette grotte exceptionnelle qu'est Cussac, c'est de continuer à le faire du mieux possible.

Dans le terme d'hommage en français, dans son sens le plus ancien, il y a la notion forte de « promesse de fidélité ». Alors accordons nous sur cela : continuer d'agir sur le temps long, pour un hommage, en forme de promesse de fidélité.

Nathalie Fourment,

P.S. : Ce texte écrit à quelques jours du décès de Marc Delluc a été publié sur le site internet de la DRAC Nouvelle-Aquitaine. Il est apparu important de le publier à l'occasion du premier BSR suivant cette date.

Légende de la photo : Il y a plus de 17 ans... Marc Delluc, à la conférence de presse d'annonce de la découverte de Cussac, en Préfecture de la Dordogne, juin 2001.